

Porter un regard neuf sur la manière de résoudre les problèmes de santé en Afrique...

Par Carel IJsselmuiden

Il y a quelques semaines, le ministère sud-africain de la Santé, de la Science et de la Technologie, et le Groupe du Conseil pour la Recherche et le Développement sur la Santé (COHRED, Council for Health Research and Development) ont accueilli plus de 400 participants venus de circonscriptions et de disciplines différentes lors d'un forum de trois jours sur la recherche pour la santé et le développement économique, qui s'est tenu à Cape Town. Intitulée Forum 2012, cette manifestation avait pour ambition de dépasser les débats classiques sur la santé, qui tournent généralement autour de la répartition inégale des ressources et de la façon d'attirer davantage de donateurs pour résoudre les problèmes sanitaires des pays à faibles et moyens revenus (PFMR).

Selon les organisateurs de cette rencontre, cet état d'esprit conformiste limiterait la capacité de régions comme l'Afrique à inventer des solutions spécifiquement africaines à ses problèmes de santé. Le Groupe du COHRED voudrait plutôt que l'on commence à se demander comment consolider les moyens de recherche sur la santé et stimuler l'innovation de manière à ce que des entreprises se créent, afin d'aider à les PFMR à résoudre leurs difficultés dans ce domaine. L'espoir étant de faire prendre à la croissance et au développement un chemin plus productif et plus équitable, au lieu de s'en remettre uniquement à l'aide.

Tout en étant le berceau de quelques-unes des économies les plus dynamiques du monde, l'Afrique continue à connaître une situation désastreuse en matière de santé et de conditions de vie. Au niveau mondial, 7,6 millions d'enfants de moins de cinq ans sont morts en 2010 et plus des deux tiers de ces décès auraient pu être empêchés, ou les patients auraient pu être traités s'ils avaient eu accès à des interventions simples et abordables¹. L'Afrique recense la moitié de ces décès.

Malgré les gros investissements réalisés par les donateurs en produits de santé et dispenses de services de soins, un important pourcentage d'Africains n'a toujours qu'un accès limité à une santé suffisante et de qualité – surtout dans les zones rurales. Le fardeau de maladies telles que le VIH, la tuberculose et le paludisme, auquel viennent s'ajouter le manque de professionnels de santé et d'encadrement et des échecs sur le plan de l'organisation, tout cela a contribué à cet effet dévastateur.

Un récent rapport « *Investir dans la santé pour l'Afrique* » publié par l'Organisation mondiale pour la Santé (OMS), la Banque Mondiale et l'USAID, pour ne citer que quelques-uns des partenaires², fait remarquer qu'en augmentant en moyenne les

¹ <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs178/fr/index.html>

² http://www.who.int/pmnch/topics/economics/20110414_investinginhealth_africa/fr/index.html

dépenses de seulement 21-36 dollars par personne en Afrique sub-saharienne pourrait sauver plus de 3 millions de vies en 2015, dont 90% seraient des femmes et des enfants. Sur le plan économique, cela générerait également 100 milliards de bénéfices. Il suggère en outre qu'une année de vie supplémentaire donne lieu à une augmentation du PIB de 4%.

Fait intéressant, Forum 2012 a révélé que les gouvernements des Etats d'Afrique étaient en fait les principaux bailleurs de fonds de la recherche pour la santé et non, comme on a trop tendance à le croire, l'aide internationale des pays développés. Le Forum a montré par ailleurs qu'une grande partie des recherches dans le domaine de la santé étaient menées sur le continent, particulièrement en Afrique du Sud, mais qu'elle ne débouchait pas systématiquement sur des produits ou des traitements (Bongani Mayosi, président du Comité national sur la Recherche pour la Santé de l'Afrique du Sud), bénéficiant au continent.

Ainsi, ce qui a été reconnu lors de ce Forum, c'est que pour transformer une recherche pour la santé menée par l'Afrique en produits et en traitements pour les peuples africains, l'élément décisif est de renforcer les moyens matériels et humains (« capacity building ») et les compétences dans ce secteur. Les établissements d'enseignement supérieur en Afrique ont effectivement besoin de plus de moyens pour produire le savoir et l'expertise nécessaires, et les institutions africaines doivent mieux coordonner leurs recherches dans le domaine de la santé.

Sur le plan humain, ce renforcement des capacités passe certes par la formation mais il faut également créer des conditions propices. Actuellement le secteur de la santé partage ces activités avec celui des sciences et technologies et celui de l'enseignement supérieur. Résultat, les manques dans chacune de ces disciplines ne sont pas systématiquement comblés.

Sentiment largement partagé par les participants, les pays africains doivent s'investir davantage dans l'élaboration de stratégies coordonnées afin de se doter des moyens nécessaires pour parvenir à une meilleure collaboration entre les bailleurs de fonds internationaux. Ils doivent également inciter ceux-ci à faire du renforcement des capacités une partie intégrante de leurs programmes de recherche. En outre, il faut qu'ils diversifient les initiatives actuelles et qu'ils les évaluent afin de mesurer leur efficacité.

Les gouvernements des Etats doivent définir leurs propres priorités en matière de recherche, former leur peuple à travailler dans des laboratoires et des universités et créer des incitations propices à l'innovation. Les pays doivent en outre travailler à se détacher de l'aide internationale, mais sans que leur aptitude à résoudre les problèmes directement n'en souffre. La solution pourrait être de se tourner vers leurs voisins afin de collaborer et mettre les ressources et les savoirs en commun. Il appartiendra aux institutions et aux Etats d'encourager cette collaboration.

L'Afrique du Sud par exemple, a déjà créé un certain nombre de centres de compétences dont le but est de stimuler et coordonner la recherche et de gérer les médicaments, les diagnostics et les projets de mise au point de vaccin, surtout en ce qui concerne le VIH/Sida, le paludisme et la tuberculose. Ces centres pourraient

servir de modèles aux autres pays africains pour collaborer avec des institutions nationales et améliorer la coordination.

De plus, la planification des ressources humaines doit être soutenue par la communauté internationale qui, aussi bien au niveau mondial qu'au niveau des Etats, doit inscrire cette action en tête de ses priorités. C'est essentiel pour que ces recherches se traduisent en solutions « maison ». Enfin, pour que cet objectif d'amélioration de la santé se concrétise, il importe que tous les secteurs soient associés à la planification des ressources nécessaires au développement des capacités. Par exemple, l'amélioration de l'infrastructure routière peut contribuer directement à réduire la mortalité en couches.

A l'heure où une majorité de pays développés se mettent à sacrifier l'aide dans leur budget, il est impératif qu'une innovation à l'initiative de l'Afrique elle-même prenne le relais pour répondre aux besoins sanitaires africains. Il est essentiel que ce soit des chercheurs africains qui participent à la recherche de solutions aux problèmes de leur propre continent. Les nouvelles technologies de la communication viennent pallier les manques d'infrastructures et de moyens, et dessinent des perspectives enthousiasmantes : collaboration virtuelle, partage de données et recours aux techniques de santé mobile pour atteindre des zones rurales reculées sont quelques-unes des tendances prometteuses dans le domaine de la santé.

Comme l'a déclaré Naledi Pandor, le ministre sud-africain des Sciences et de la Technologie au Forum 2012, les défis auxquels est confrontée l'Afrique ouvrent également des horizons à la création d'entreprises. C'est cette approche et cette réflexion qui entameront une ère nouvelle face aux problèmes sanitaires du continent. Si ce secteur de la recherche parvient à se doter de moyens efficaces, cela suscitera l'innovation et un nouvel esprit d'entreprise se développera pour dispenser la santé, pour l'administrer, et pour triompher des problèmes qu'elle pose à l'Afrique.